

## **CONFÉRENCE DE PRESSE DU 15 NOVEMBRE 2022**

---

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

### **Sous la Suisse officielle, un fossé social se creuse**

Une crise du pouvoir d'achat s'installe en Suisse. Les charges fixes, qui étaient déjà trop hautes pour un bon tiers de la population, augmentent encore, avec une brutalité inédite ces dernières années. L'impôt sur la santé qu'on appelle à tort « assurance maladie » va prélever une somme colossale dans les revenus du peuple suisse. On parle d'une nouvelle hausse des loyers à cause de la hausse du taux de référence. Les acomptes payés pour les charges locatives vont devoir être revus à la hausse et une facture rétroactive douloureuse devra être payée. Face aux problèmes sociaux qui menacent, employeurs et autorités doivent se réveiller. Dans le contexte incertain que nous vivons, il n'y aurait rien de pire que la menace d'un déclassement généralisé. La dévalorisation insidieuse de ces dernières années doit prendre fin : un salaire doit permettre de vivre correctement, et une formation comme le CFC doit être reconnue à sa juste valeur. Si les salaires ne s'adaptent pas au coût de la vie, nous n'aurons pas seulement une crise du pouvoir d'achat mais risquons aussi un retournement conjoncturel et le chômage qui l'accompagne. Quant aux autorités, elles doivent montrer qu'elles sont capables aujourd'hui d'agir aussi vite qu'elles l'ont fait durant la pandémie, et selon le seul principe valable dans ces circonstances : la solidarité.

Dans le monde d'en haut de notre petit pays, on se dit que tout ne va pas si mal. La force de notre franc et un secteur énergétique encore réglementé nous protègent d'une inflation trop haute. Le chômage reste bas. Mais dans le monde du travail, que ce soit celui des salariés, des petits indépendants ou de certaines entreprises, une grave angoisse monte. Et surtout, on ne comprend pas la passivité de l'autorité politique. Quand on travaille à deux dans un ménage sans pouvoir mettre de l'argent de côté et que toutes les charges fixes augmentent encore, cela signifie qu'on doit se préparer à baisser son niveau de vie qui semblait pourtant simplement ordinaire. Quand une entreprise voit sa survie menacée par une facture d'électricité décuplée et que le Conseil fédéral ne fait rien, on se dit que le travail décidément est bien mal reconnu par ce gouvernement.

L'USS a compris très tôt que cette année ne serait pas une année comme les autres. Nous avons formulé nos attentes salariales déjà avant l'été. Nos revendications étaient fortes, mais légitimes. Même si les organisations faïtières patronales se sont succédées dans les médias pour nous contrer, dans plusieurs branches, ces revendications ont débouché sur des résultats satisfaisants. Il y a encore des tensions et des négociations dures ont lieu en ce moment, par exemple dans le domaine de la construction. Mais les partenaires sociaux, sur le terrain, font leur travail. Nous réaffirmons aujourd'hui quelque chose de simple : le travail doit à nouveau être reconnu à sa juste valeur en Suisse. Et donc y compris salarialement. 4500 francs pour un temps plein, afin de permettre de mener une vie correcte. 5000 francs pour qui dispose d'un CFC, afin de reconnaître

l'effort de la formation et la qualité qu'elle implique. C'est tout de même curieux : on remplit les pages des journaux de projets pour « revaloriser » l'apprentissage. Mais personne n'ose poser la question centrale : est-ce que le fait qu'un quart des titulaires d'un CFC, aujourd'hui, perçoit moins de 5000 francs de salaire, ne serait pas l'un des premiers problèmes d'attractivité à régler ?

Durant des années, la Suisse a, de fait, pratiqué une modération salariale qui a réduit les marges de manœuvre de nombreux ménages en fin de mois. La crise pandémique a vidé les réserves de bon nombre de familles. Une augmentation réelle des salaires est devenue nécessaire pour éviter une plongée de la conjoncture, et donc la double peine pour ceux qui, après les pertes de pouvoir d'achat, seraient menacés par le chômage.

A des revalorisations salariales sérieuses doit s'ajouter une action publique déterminée. Et pourtant, après avoir géré la crise Covid avec une réactivité qui a été saluée, sans être parfaite, le Conseil fédéral est comme anesthésié. Dans un contexte de choc contre le pouvoir d'achat, il annonce une hausse d'impôt de 2,5 milliards qui pèse violemment sur le budget des ménages nombreux et à revenu ordinaire : c'est la hausse de primes d'assurance-maladie de 6,5% en moyenne. Pas de mesure d'accompagnement, pas de mesure urgente. Rien. Juste le coup de massue. Au sujet de la hausse des prix de l'électricité, il a fait travailler ses fonctionnaires tout l'été en groupes de travail. Une quinzaine de propositions ont été analysées. Et rien. Pas une seule n'est retenue. Le Conseil national a voté une mesure urgente pour l'indexation des rentes AVS et un bon contre-projet à l'initiative qui demande le plafonnement des primes maladie à 10% du revenu. Le Conseil fédéral combat ces propositions et obtient comme d'habitude le soutien docile du Conseil des Etats. La population qui travaille et fait vivre ce pays est laissée livrée à elle-même. L'autorité politique se regarde le nombril et toute l'attention est portée sur le sexe, l'origine cantonale, la composition familiale des futurs élus dans ce gouvernement absent.

Bien sûr, les crises se succèdent et deviennent toujours plus dures. Il y a une guerre, un changement climatique inquiétant, des turbulences économiques brutales. On ne demande pas au Conseil fédéral de travailler plus. On lui demande de fixer le bon cap. De dire des choses simples, comme ceci par exemple : devant une telle crise, il faut se serrer les coudes ! Ceux qui ont déjà subi le choc de la crise précédente ne pourront pas encore payer celle-là. Il faut baisser les primes maladie massivement pour les familles et les personnes à revenu modeste et moyen, il faut indexer les rentes au coût réel de la vie et il faut soutenir les ménages et les entreprises qui en ont besoin face aux chocs de la spéculation sur le marché factice de l'électricité. Et quand l'Etat aura besoin de ressources pour financer ces mesures, il faudra les prélever chez ceux qui en ont les moyens.